



LÉGATION DE SUISSE
EN ARGENTINE

En circulation.
lire en particulier la page 9.

BUENOS AIRES, le 27 mars 1956.
Calle Uruguay 740
T. E. 440074/77

RÉFÉRENCE: NOTRE D.24.1.1.- F/w.
VOTRE
(à rappeler dans la réponse)

RAPPORT POLITIQUE N° 2.

Six mois de Gouvernement
révolutionnaire.- Les in-
térêts suisses à la lumiè-
re de la politique argenti-
ne actuelle.

Retour
13. 11 56.
8.4.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Six mois après la révolution qui a abouti au renversement de la dictature péroniste, il n'est pas encore possible de dire si le Gouvernement est réellement stable et s'il sera capable de tirer l'Argentine de l'angoissante situation matérielle et morale dans laquelle le péronisme l'avait plongée. Les raisons de cette incertitude me paraissent être les suivantes:

1.- Les hommes qui forment le Gouvernement argentin sont sans doute honnêtes et patriotes, mais ils ne semblent pas être à la hauteur de la situation (nous sommes gouvernés par d'honnêtes imbéciles me disait récemment sans aucune charité chrétienne, un grand industriel). Ils ont constitué dans leur propre sein un comité militaire qui décide pratiquement tout. Les hommes qui le composent comprennent très peu de chose à la politique et rien à l'économie. En plus de ça, ils se laissent dominer par un groupe de jeunes officiers et politiciens qui s'intitulent eux-mêmes "gorilles" et dont la principale préoccupation est la vengeance: ils désirent sévir contre tous les hommes qui ont occupé sous

Monsieur Max P e t i t p i e r r e ,
Conseiller fédéral,
Chef du Département politique fédéral,
B e r n e .-

Perón une situation quelconque, surtout si cette situation les tente. Inspiré par eux, le Gouvernement a édicté une disposition chassant de l'Administration tous les vieux fonctionnaires et stipulant que les politiciens qui ont joué un rôle dans la vie politique du temps de l'ex-dictateur, ne peuvent plus intervenir d'une façon active dans la vie politique future: on veut empêcher que ces hommes occupent des charges politiques quelconques dans d'autres partis. Il en résulte que même les rouages les plus délicats de l'Etat (la Banque Centrale, les ministères économiques, les organisations officielles qui contrôlent l'industrie, l'électricité, etc.) sont tombés dans les mains de nouveaux venus qui doivent tout apprendre, s'ils le peuvent, car les jeunes militaires de carrière n'ont probablement même pas la préparation nécessaire pour apprendre. Les missions diplomatiques étrangères se trouvent à chaque instant devant des visages nouveaux, lorsqu'elles reprennent le dialogue interrompu la veille, sur les relations commerciales, financières et autres. C'est désespérant. Nous sommes donc en proie dans la Capitale et dans toutes les provinces, à une instabilité administrative grave parce que croissante et parce qu'elle place aux postes importants, des hommes très souvent au-dessous de leur tâche. Et rien ne permet de supposer que cet acharnement à remplacer à chaque instant les hommes aux places même les plus importantes, soit sur le point de diminuer. Voilà une des raisons pour lesquelles le pays sent qu'il est mal gouverné.

2.- Le Gouvernement a peur et il le laisse voir, d'où une autre grande faiblesse à enregistrer contre lui à côté de l'incompétence rappelée ci-dessus. Il a peur parce qu'il sent qu'une bonne partie de la masse est encore contre lui. Celle-ci est contre le Gouvernement, bien qu'il lui

- 3 -

ait donné satisfaction par l'augmentation des salaires en février dernier, parce qu'elle a perdu le pouvoir qu'elle pensait détenir sous Perón qui lui disait à chaque instant: "je fais ce que le peuple veut; le peuple décide et je le suis même s'il a tort". En outre, la masse des ouvriers a été brutalisée, les premiers jours après le renversement de Perón, lorsqu'elle a voulu garder les statues de Perón, les autels dressés à Eva Perón et lorsqu'elle a tenté de se lancer dans des manifestations de rue. La réaction gouvernementale fut immédiate et il y eut des morts. Les dirigeants péronistes eurent alors beau jeu et ont pu facilement augmenter la haine de certains groupes d'ouvriers contre le régime révolutionnaire, militaire et conservateur. Il ne faut pas oublier non plus que le communisme est fort en Argentine et qu'il ne cesse de "travailler" et d'endoctriner les cellules qu'il maintient. Cela m'a été confirmé hier encore par l'ambassadeur uruguayen, homme sérieux, ancien ministre des Affaires Etrangères, qui connaît le problème. Le Gouvernement a supprimé le parti péroniste et paraît décidé à défendre à Bramuglia, (le premier ministre des Affaires Etrangères de Perón, mais chassé ensuite par le dictateur) de former un parti populaire dans lequel les péronistes pourraient se grouper. Le Gouvernement, par le décret que j'ai mentionné plus haut, veut arriver à empêcher tout homme, qui a joué un rôle dans le péronisme, d'intervenir d'une façon quelconque dans la politique. Par là le Gouvernement a montré qu'il a peur, il a augmenté le nombre de ses ennemis et il en a excité la colère. Il a mis à la retraite également des dizaines de généraux et un grand nombre de colonels de sorte que dans l'Armée aussi il s'est fait un bon nombre d'ennemis en y faisant surgir de dangereux conspirateurs. Ayant peur de tant de mécontents, le Gouvernement

doit constamment être sur le qui vive. C'est ainsi qu'il a maintenu l'état de siège en vertu duquel les libertés individuelles vivent d'une existence très précaire et que les prisons sont pleines de détenus politiques.

3.- Dans le domaine économique, le Gouvernement n'a pas encore enregistré des succès. Il a proclamé devant le peuple que la dictature avait laissé derrière elle un héritage catastrophique et que le pays ne s'en libérerait que "par le sang, la sueur et les larmes" et après il adopta le plan Prebisch prévoyant la dévaluation de la monnaie, une politique d'austérité en matière d'importations, une certaine augmentation des impôts, le multilatéralisme comme base des relations commerciales avec l'étranger. En même temps, il fixa le salaire minimum, il augmenta les salaires du 10% et proclama l'égalité absolue des salaires payés pour le même travail aux hommes et aux femmes. Cette dernière mesure a gagné au Gouvernement la sympathie des femmes (qui votent en Argentine) car aucun Gouvernement, même pas celui de Perón, n'avait osé la mettre en vigueur, mais elle a eu comme conséquence - combinée avec celle qui a introduit le salaire minimum - d'élever tous les salaires non pas de 10%, mais de 40%. Aux dires des spécialistes, cela met fatalement en mouvement la fameuse spirale des prix et des salaires, à un moment où l'économie argentine est déjà très faible. Malgré ces mesures en leur faveur prises contre les intérêts du pays, les travailleurs ne sont pas contents et ils le seront moins encore d'ici peu, lorsque certains prix monteront en flèche. Si la libération partielle du commerce avec l'étranger aboutit à des résultats positifs, la situation économique pourrait malgré tout s'améliorer, mais si le dollar dont le prix a passé - après la chute de Perón qui le tenait enchaîné - de 24 à 40 pesos sur le marché libre, devenait encore plus cher, ce

que d'aucuns craignent, alors les choses empireraient d'une façon inquiétante. Or, à l'heure qu'il est, il est impossible de dire si la situation économique s'améliorera. En effet, s'il est vrai que plusieurs facteurs (réduction et contrôle des importations; récolte; mise sur le marché - grâce aux nouvelles dispositions fiscales - d'importants fonds cachés jusqu'ici; aide américaine; adhésion au Fond Monétaire International; etc.) font penser que la situation de la monnaie et des échanges s'améliorera, il n'en est pas moins vrai que l'état de la politique intérieure inspire des craintes fondées: le Gouvernement tient debout par la force et malgré la force il n'arrive pas à arrêter une vraie vague d'actes de sabotage dont quelques uns sont très graves et révèlent chez les auteurs une préparation parfaite et une organisation redoutable: des trains et des dépôts de poudre et de munitions, ont sauté; de grosses expéditions de viande ont dû être détruites parce que des morceaux de verre avaient été mélangés avec la viande; des machines ont été détruites ou abîmées. Ces derniers jours, au moment où l'Argentine est terrorisée par une grave épidémie de poliomyélite, les saboteurs ont détruit des poumons d'acier, des réserves de sang, ou bien ils ont mélangé les diverses catégories de sang dans les hôpitaux, ce qui démontre chez ces criminels, une férocité sans exemple et, d'aucuns l'affirment, l'appartenance aux écoles communistes les plus avancées. Le Gouvernement menace; on dit même que certains saboteurs ont été l'objet d'une exécution immédiate et sans procès, mais les actes de sabotage se poursuivent. A ces faits qui prouvent à quel point l'opposition est déchaînée et décidée, il faut ajouter la crainte toujours justifiée ici, d'un coup militaire. Ce sont-là, en résumé les faits de nature politique qui me font craindre que la reprise dans le domaine économique n'est pas aussi certaine

que d'aucuns le prétendent en se fondant sur quelques faits de nature purement économique: l'élément confiance est souvent décisif en relation avec la reprise économique après une crise et je dois bien dire que le sentiment de confiance envers le Gouvernement, n'étouffe personne, ici, à l'heure actuelle. Les Etats Unis n'ont donné jusqu'ici aucune preuve d'une grande confiance à l'égard du Gouvernement révolutionnaire; on dit qu'ils se préparent à lui accorder d'importants crédits. Si cela devenait une réalité, la confiance s'en trouverait fortifiée, mais il convient d'attendre que le geste se produise, au lieu d'y croire tout simplement.

4.- Peut-on dire que le Gouvernement est soutenu par les partis politiques traditionnels dont des représentants figurent dans la "Junta Consultative" qui remplace le Parlement? La réponse est difficile: on a l'impression que les Conservateurs et les Démocrates-chrétiens sont avec le Gouvernement, mais que les Radicaux (le parti le plus important à l'heure actuelle) et les Socialistes n'approuvent pas une bonne partie de l'activité gouvernementale et qu'ils souhaitent que le Gouvernement révolutionnaire et provisoire ne s'éternise pas au pouvoir. Les actes gouvernementaux les plus critiqués ont été la suppression de la loi péroniste introduisant le divorce (mesure désirée par un grand nombre d'Argentins) et la loi sur les universités libres. La promulgation par le Gouvernement provisoire, à un moment où le pays est sans parlement, de lois d'une telle importance et qui passionnent tellement le pays, a été très critiquée et a valu beaucoup d'ennemis au Gouvernement lui-même. Celui-ci a voulu donner une satisfaction à l'Eglise dont l'influence est grande. Un autre fait qui déplaît aux partis politiques est constitué par l'intention que l'on prête au Gouvernement de ne prévoir les élections régulières avant un délai de cinq

ans. Les partis voudraient les élections d'ici deux ans. On prétend aussi savoir dans les milieux politiques que les militaires étudient les moyens pour que - au moment des élections - le parti radical ne les gagne pas... Bref, les relations entre le Gouvernement révolutionnaire et les partis ne sont guère très claires.

La situation politique demeure donc encore relativement confuse et cela fait qu'il est difficile de penser que l'Argentine va décidément vers la normalité.

Il serait injuste cependant de ne retenir ici que les côtés négatifs qui caractérisent la politique intérieure argentine. En faveur du Gouvernement il y a lieu de mentionner les faits suivants. Tout d'abord, il a réussi à rétablir l'ordre et la confiance sans instaurer un régime de terreur. Ensuite, s'il est vrai qu'une certaine corruption se fait jour en bas de l'échelle de l'Administration - comme ce fut toujours le cas - les hautes sphères demeurent propres et chacun se plaît à le reconnaître. Pour résoudre la situation économique réellement très difficile, le Gouvernement a fait appel au spécialiste le plus sérieux dont il disposait et il lui a donné ample liberté d'agir, en exprimant sa sympathie pour les systèmes libéraux en matière économique. On a l'impression que le Gouvernement réduit les dépenses dans toute la mesure permise par les circonstances et qu'il veut assainir la situation commerciale: les bonnes intentions sont donc suivies de faits précis. Reste à savoir si la chance se mettra de son côté, c'est à dire si le système économique du conseiller du Gouvernement est bien celui qu'il fallait appliquer; si la récolte sera bonne pendant les deux années à venir; si les Etats Unis donneront des crédits; si

les militaires mécontents se tiendront tranquilles. Il faut espérer qu'il en sera ainsi et que ce Gouvernement qui est réellement plein de bonnes intentions voie sa politique couronnée de succès.

En dressant ce bilan synthétique du premier semestre de la politique "révolutionnaire" argentine, je voudrais terminer en examinant brièvement quel est, sous le nouveau régime, l'état de nos principaux intérêts dans ce pays.

En ce qui concerne les échanges commerciaux réciproques dépourvus depuis 1951 d'une base contractuelle, nous venons d'accepter une proposition argentine tendant à placer provisoirement ces échanges dans le cadre d'un multilatéralisme dont nous nous réservons d'apprécier plus tard les effets. Si ceux-ci sont positifs, un accord à longue échéance pourra être négocié par la suite. Ces négociations éventuelles seront très dures à cause de la prétention argentine d'obtenir un crédit "multilatéral" et à cause de la tendance de la Grande Bretagne, de l'Allemagne et d'autres pays, à céder devant les prétentions argentines.

Pour ce qui concerne nos intérêts financiers, le nouveau régime argentin nous apporte des avantages et des menaces. En effet, il autorise le transfert des bénéfices qui se forment depuis la révolution, mais il n'a encore rien prévu pour débloquer les arriérés: il est cependant possible qu'une solution pour le problème des arriérés soit trouvée lors des prochaines négociations sur le régime multilatéral permanent. En revanche, un vent de nationalisme farouche souffle depuis la révolution sur les politiciens de toutes les tendances qui réclament l'expropriation en faveur de l'Etat, des deux grandes compagnies d'électricité, C.A.D.E. et Italo,

dans lesquelles de très importants capitaux suisses ont été placés. On ne peut pas encore dire si cette offensive nationaliste se traduira pour les porteurs suisses d'actions des deux compagnies, en une nouvelle spoliation, mais elle nous inquiète considérablement.

La sympathie, dont la Suisse bénéficiait auprès du peuple argentin, pourrait courir un certain danger ces prochains jours. En effet, certains journaux ont commencé à se faire l'écho de la mauvaise humeur qui se fait jour dans plusieurs milieux, au sujet de la protection que la Suisse accorde selon eux aux "immenses capitaux volés par Perón" à l'Etat argentin. Le raisonnement évidemment faux que l'on entend répéter de plus en plus et qui fait maintenant l'objet d'articles de journaux, est le suivant: "Perón a volé à l'Etat argentin mille millions de dollars et il les a placés en Suisse. Ce milliard représente précisément la somme dont l'Argentine a besoin pour restaurer son économie et pour restituer le bien être au peuple. Il n'est pas possible que par le jeu des comptes numérotés, la Suisse refuse de restituer aux Argentins les sommes dont elle sait pertinemment qu'elles leur appartiennent". Ce raisonnement fondé sur plusieurs erreurs devient injurieux pour nous lorsque ceux qui le formulent proclament que la Suisse attend la mort de Perón pour prendre possession de son argent. J'espère encore que les commentaires déplaisants que l'on publie et qu'on répète un peu partout sur cette question, cessent bientôt, car s'ils devenaient plus amples et plus fréquents, ils arriveraient sans doute à nuire à notre prestige auprès du public peu habitué à aller au fond des choses.

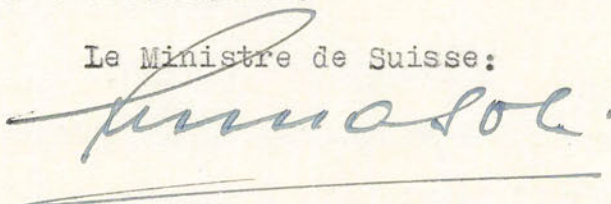
Le désir du Gouvernement argentin de nous être agréable, s'est manifesté par la signature, le 25 janvier dernier, de l'Accord aéronautique qui nous tenait tant à coeur.

- 10 -

En revanche, il n'a pas encore été possible d'obtenir la signature de l'accord sur le service militaire des doubles nationaux, ni la ratification des Conventions de Genève. Je garde l'espoir d'obtenir cette année encore gain de cause sur le premier point au moins, si quelques uns au moins des hommes qui occupent actuellement les postes-clé au Ministère des Affaires Etrangères ne sont pas écartés aussi comme tant d'autres.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse:



A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'M. Mascher', is written over a horizontal line. The signature is fluid and cursive.